

Spitz, P., et al., *Il faut manger pour vivre : Controverse sur les besoins fondamentaux et le développement*, Paris/Genève, Presses Universitaires de France/Institut Universitaire d'Études du Développement, 1980, 324 p.

Gordon Mace

Volume 12, numéro 3, 1981

L'Europe et le système monétaire international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701252ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701252ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mace, G. (1981). Compte rendu de [Spitz, P., et al., *Il faut manger pour vivre : Controverse sur les besoins fondamentaux et le développement*, Paris/Genève, Presses Universitaires de France/Institut Universitaire d'Études du Développement, 1980, 324 p.] *Études internationales*, 12(3), 601–604.
<https://doi.org/10.7202/701252ar>

fonction du surplus économique et des opportunités spatiales, permet d'élargir le concept d'éco-développement à la dimension temporelle, et remet en question la société actuelle. Harmoniser les styles de vie au développement signifie adopter de nouvelles valeurs et transformer les institutions existantes dans le sens d'une reprise en main par les collectivités et les groupes.

La troisième partie propose des expérimentations concrètes d'application de l'éco-développement dans quatre domaines qui servent d'illustration: l'auto-créeation de l'habitat, le développement industriel des tropiques, l'ouverture de zones pionnières en Amazonie péruvienne et la création d'un autre tourisme pour le tiers-monde.

En conclusion, l'auteur relie l'éco-développement avec « les forces dominantes actuellement en exercice » et propose le concept de *self-reliance*, l'autonomie dans l'identification des problèmes, la conception et l'exécution des solutions pour les pays du tiers-monde. Il propose la mise en place de contre-pouvoirs et d'une stratégie de coopération internationale entre les pays du sud. Il propose aussi des stratégies de transition pour passer de l'idéologie de la croissance sauvage à l'éco-développement intégré.

La lecture de cet ouvrage laisse le lecteur à la fois enthousiasmé et déçu. Enthousiasmé parce que l'auteur nous propose un nouveau projet de société et nous montre qu'il est réalisable à l'intérieur des paramètres qu'il a défini. Un effort considérable a été réalisé pour passer d'une notion sans contenu à un concept opérationnel qui constitue une véritable stratégie de développement. L'auteur a fait un effort notable de modération dans l'analyse de la mise en oeuvre de l'approche de l'éco-développement en tenant compte des facteurs sociaux et des rapports d'oppression au niveau international.

On doit toutefois déplorer que l'analyse néglige l'importance des rapports sociaux dans les causes du développement et du maldéveloppement. L'auteur semble privilégier les solutions techniques ou technologiques sans prendre suffisamment en considération les rap-

ports de force qui s'établissent entre les classes sociales et les groupes sociaux. L'on sait très bien que le développement actuel s'effectue au profit de certaines classes et au détriment d'autres classes et que les classes qui en profitent n'abandonneront pas sans lutte leur pouvoir et leurs privilèges. Il est aussi possible que ces classes adoptent partiellement une stratégie de l'éco-développement si elle y voient leur intérêt. C'est sous cet aspect que l'ouvrage de Sachs nous semble utopique car il néglige le fait que l'éco-développement ne peut se mettre en place de façon globale qu'à partir d'un renversement des rapports existants et en ce sens, il pourrait être révolutionnaire. D'un autre côté, la mise en oeuvre de l'éco-développement fait appel aux planificateurs, aux États et aux organismes internationaux, qui n'ont pas intérêt, dans l'immédiat, à un bouleversement des rapports sociaux existants dont ils profitent.

Tel que présenté dans la seconde partie de l'ouvrage, l'éco-développement apparaît exigeant et révolutionnaire. Tel qu'il apparaît dans sa mise en application, il apparaît une expérience intéressante mais, et cela suscite beaucoup d'inquiétudes, il est aussi compatible avec les rapports sociaux existants et peut même s'en accommoder. Alors la question principale qu'on doit se poser est la suivante: Au profit de qui va-t-il s'effectuer?

Lise PILON-LÉ

Département d'anthropologie
Université Laval

SPITZ, P., et al., *Il faut manger pour vivre: Controverses sur les besoins fondamentaux et le développement*, Paris/Genève, Presses Universitaires de France/Institut Universitaire d'Études du Développement, 1980, 324 p.

Encore une fois, les Cahiers de l'Institut Universitaire d'Études du Développement de Genève nous fournissent l'occasion d'une réflexion sur un thème important lié au développement. En effet, après avoir abordé, entre

autres, des sujets tels la pratique du développement, les relations interculturelles et le développement, la technologie et la domination, l'État et son expansion dans les formations sociales dépendantes, l'équipe des Cahiers a choisi cette fois de faire porter le débat sur l'approche des besoins fondamentaux.

Chacun sait que le concept de besoin n'est pas un élément nouveau de la réflexion théorique dans les sciences de l'homme puisque déjà les travaux des premiers économistes s'appuyaient sur cette notion pour défendre certaines propositions théoriques. Dans le domaine du développement toutefois, l'approche des besoins fondamentaux est un phénomène relativement récent qui origine en partie des travaux des chercheurs de la Fondation Bariloche ainsi que de ceux du Bureau International du Travail.

Plusieurs ouvrages ont été publiés ces dernières années sur ce thème sans épuiser, manifestement, le sujet. Des opinions divergentes, voire même totalement contradictoires, se sont manifestées et ceci à un point tel qu'il est apparu nécessaire à l'équipe des Cahiers de faire, d'une certaine façon, le point sur le sujet.

Ce Cahier se divise, pour l'essentiel, en deux grandes parties. La première, intitulée théorie, comporte deux articles, l'un écrit par Johan Galtung, l'autre par Roy Preiswerk.

Le texte de Galtung, reprenant des éléments présentés ailleurs, vise à préciser la notion de besoin et constitue, en quelque sorte, une défense de l'approche des besoins fondamentaux (ABF) appliquée au développement. Partant du postulat que l'ABF constitue un élément indispensable des études du développement, l'auteur s'attache à préciser les trois notions importantes que sont le besoin, l'humain et le fondamental. Puis, Galtung s'attache à esquisser une typologie des besoins humains fondamentaux en insistant sur les dichotomies besoins matériels et non matériels, besoins matériels et moyens matériels, et besoins versus classes de besoins. Il s'interroge aussi sur l'existence possible d'une hiérarchie des besoins pour conclure à ce sujet qu'une telle hiérarchie peut exister mais

qu'elle ne doit pas être formulée et imposée d'avance.

Une partie importante du texte de Galtung consiste à tenter de démontrer comment certains traits caractéristiques de la pensée occidentale peuvent contribuer à « pervertir » l'approche des besoins fondamentaux. Le danger vient ici de ce que l'auteur considère comme des caractéristiques de la vie sociétale en Occident que sont la domination, la marginalisation, la segmentation, la division du travail verticale et centralisée, etc.. Le texte se termine par une réflexion de l'auteur sur les forces et les faiblesses de l'approche des besoins fondamentaux où Galtung conclut que l'ABF est complexe et même chaotique, qu'elle n'est ni un modèle ni une stratégie, mais qu'elle n'en demeure pas moins un élément essentiel de toute théorie du développement.

Ce premier texte « théorique » est suivi par un autre fort intéressant, écrit cette fois, par Roy Preiswerk. Preiswerk oppose au « développement » actuel un « autre développement » dont il cherche à en analyser les contours en étudiant les liens d'interdépendance entre les trois concepts centraux que sont l'identité culturelle, la *self-reliance* et les besoins fondamentaux. L'étude de cette triple combinaison suggère l'idée que toute politique de développement doit viser à la satisfaction des besoins fondamentaux. Toutefois, il est absolument essentiel que ces besoins soient définis à l'intérieur de contextes culturels spécifiques. De plus, les besoins fondamentaux ainsi définis ne pourront être véritablement satisfaits que si les collectivités du Tiers Monde adoptent des stratégies dissociatives telle la *self-reliance*.

Le texte de Preiswerk s'attache donc, de façon originale, à visualiser les cheminements encore incertains vers une autre forme de développement. La combinaison besoins fondamentaux - identité culturelle - *self-reliance* fournit à cet égard un éclairage révélateur et montre, en tout cas, que l'on devrait se garder de réfléchir en termes d'une seule stratégie de développement applicable à tous les continents et valable pour n'importe quelle collectivité.

La deuxième partie de l'ouvrage est intitulée débat et comporte, pour l'essentiel, trois textes qui critiquent le bien-fondé de l'approche des besoins fondamentaux.

Dans un premier texte, bien articulé, Gérald Berthoud se livre à une critique épistémologique des fondements même de l'ABF. Dès le départ, il refuse que l'on emploie le mot concept pour qualifier le besoin, voyant plutôt là une simple prénotion ou même un « vulgaire précepte de la condition humaine » inapte à aider à la compréhension du réel. De ce point de vue, la prénotion de besoin ne saurait en aucune façon fonder une théorie du social. Esuite, et comme deuxième vice fondamental, l'ABF, parce qu'elle aborde le développement par le biais de l'homme plutôt que par celui de la société, n'est pas en mesure de fournir les éléments pour une analyse pertinente des causes du sous-développement. Enfin, l'ABF serait entachée du vice de l'empirisme et ne constituerait, à la limite, qu'une forme « d'ingénierie sociale peu soucieuses d'analyser véritablement les situations qu'elle prétend transformer ».

Marc Guillaume, dans un deuxième texte, abonde dans le même sens en critiquant la tendance au réductionnisme de l'ABF. Parler de besoin c'est en quelque sorte évacuer toute notion de désir et ramener la réflexion théorique autour des seules notions de production, de croissance et de progrès technologique. L'économisme de l'ABF tend à valoriser les relations des hommes avec les choses au détriment des relations des hommes entre eux.

Enfin, Gilbert Rist poursuit la critique en notant que l'insistance sur les « besoins humains » contribue « à détourner l'attention que l'on devrait porter au véritable obstacle au développement ». Cet obstacle, c'est la structure du pouvoir qui est à la base de l'ordre mondial actuel. L'ABF a, jusqu'ici, été incapable d'explicitier l'articulation entre la théorie des besoins et la critique de l'ordre social dominant. Or, cette articulation est d'autant plus nécessaire à préciser que les besoins sont, de l'avis de l'auteur, construits par la structure sociale elle-même.

Par conséquent, ce que Rist reproche à l'ABF c'est son individualisme, son posi-

tisme et son rationalisme, de même que sa tendance à une sorte d'impérialisme culturel en égard au fait que la notion de besoin est une notion occidentale et certainement pas universelle. Il résulte de tout ceci que l'approche des besoins fondamentaux est insatisfaisante, ce qui rend encore plus impérieux la recherche d'autres voies de développement afin d'éviter la propagation du mode de production occidental basé sur le gaspillage et l'inégalité. Pour ce faire, il sera cependant nécessaire de respecter certaines exigences au nombre desquelles il faut noter : la nécessaire correspondance entre l'autodétermination des objectifs et l'autogestion des moyens, l'importance de tenir compte du caractère nécessaire de la dépense improductive ainsi que l'absolue nécessité de toujours replacer le « développement » dans son contexte social le plus large possible.

Les autres textes du Cahier, tout aussi stimulants, ont peu à voir avec l'approche des besoins fondamentaux telle que défendue par Galtung et Preiswerk sauf pour ce qui concerne le texte de Jean-Paul Bärfuss. Ce texte constitue en quelque sorte un compte-rendu du modèle de stratégie de développement socio-économique conçu et mis en application sous le patronage de la Fondation Bariloche d'Argentine. L'article est donc intéressant à consulter pour connaître un modèle alternatif de développement conçu pour servir de réponse à celui proposé par le Club de Rome en 1972.

Cela dit, ce qui est d'abord intéressant dans ce Cahier c'est qu'il rend compte du climat d'échanges vifs et de discussion suivie qui semble exister à l'I.U.E.D. depuis de nombreuses années. Une telle atmosphère de travail est suffisamment rare dans les institutions d'enseignement supérieure d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord pour qu'il vaille la peine d'y faire référence en passant.

En second lieu, ce Cahier est aussi intéressant parce qu'il montre qu'une critique commune face aux stratégies traditionnelles de développement ne mène pas nécessairement à un consensus en ce qui concerne les alternatives. Une opposition fondamentale semble en effet se dégager des textes entre les tenants de

l'approche des besoins fondamentaux et ceux qui paraissent plutôt insister sur l'analyse des causes du sous-développement ou du mal-développement.

Toutefois, il s'agit là d'une opposition qui, au fond, n'a pas lieu d'être car elle semble reposer en bonne partie sur une ambiguïté. En effet, la lecture des textes montre, comme c'est souvent le cas, que l'on ne parle pas de la même chose. On a souvent l'impression que c'est moins l'approche des besoins fondamentaux telle que définie par Galtung et Preiswerk qui est mise en cause par ses contradictions que celle articulée et mise en application par la Banque Mondiale.

Or, il nous semble que ces deux stratégies n'impliquent pas la même chose malgré certaines affinités. C'est pourquoi il est impérieux que soient définis avec la plus grande rigueur les concepts et les termes-clefs utilisés par l'approche des besoins fondamentaux proposée par Galtung et Preiswerk. Si on y arrivait, on se rendrait compte assez facilement que l'ABF peut coexister et être même complémentaire aux analyses structurelles des causes du sous-développement. Ainsi, l'ABF, appartenant au domaine de la stratégie, pourrait se révéler un complément naturel à l'analyse des causes qui, elle, réside dans la sphère de l'explication.

Le désir d'agir et celui de comprendre sont tous les deux légitimes et nécessaires. Continuer à les opposer n'aurait aucun sens. Car pendant ce temps, l'incendie qui consume une partie de la ville pourrait l'embraser totalement. Et personne n'y échapperait... même pas l'équipe des Cahiers.

Gordon MACE

Département de science politique
Université Laval

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

ADOMEIT, Hannes, BOARDMAN, Robert (Eds.), *Foreign Policy Making in Communist Countries*, New York, Praeger Publishers, 1979, 172 p.

Cet ouvrage collectif se veut une étude comparative du processus de prise de décision en politique étrangère dans quatre pays communistes : l'URSS, la Chine, la Roumanie et l'Allemagne de l'Est. Deux chapitres supplémentaires, dont un qui traite du problème de l'analyse comparative en politique étrangère communiste et l'autre qui, en conclusion, offre des perspectives de recherches, complètent ce petit volume.

Le premier chapitre fait un tour d'horizon de la problématique générale que pose l'étude des systèmes communistes, et, à plus forte raison, leur politique étrangère. Les deux auteurs, Adomeit et Boardman, reconnaissent aussi qu'il existe des problèmes dans l'analyse comparative de la politique étrangère en général. Ceci dit, et malgré les problèmes, l'accent est mis sur la comparaison afin justement de faire ressortir, tant sur le plan empirique comme sur le plan théorique, les éléments qui aident non seulement à comprendre davantage la politique étrangère communiste mais aussi le processus même de prise de décision en politique étrangère (*foreign policy making*). Les essais qui suivent sont fidèles dans l'ensemble à deux thèmes principaux : les questions d'organisation du processus de prise de décision et le facteur qui offre une certaine autonomie dans ce processus, à savoir les questions économiques.

L'étude de Hannes Adomeit sur la politique étrangère soviétique examine les mécanismes internes du processus de prise de décision, tels qu'ils sont influencés par la visée globale de la politique étrangère soviétique. L'auteur reconnaît que l'idéologie et la puissance économique et militaire restent dans l'ensemble les forces motrices de la politique étrangère soviétique, mais ce qui décide vraiment des paramètres de cette politique, c'est le jeu interne de la bureaucratie où groupes et